

DÉCLARATION DE L'ITF
SUR LES

TRANSPORTS
PUBLICS

POUR
LA

COP23

EN ALLEMAGNE



NOS
TRANSPORTS
PUBLICS

Déclaration de l'ITF sur les transports publics lors
des négociations intergouvernementales des Nations
Unies sur les changements climatiques à la COP23 à
Bonn (Allemagne), du 6 au 17 novembre 2017.

Nos transports publics

Mobilisation en vue d'interventions dans les transports publics

Si nous voulons atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et nous atteler à la crise climatique, un développement immédiat et ambitieux des transports publics est nécessaire au niveau mondial. Les avantages environnementaux des transports publics de masse sont énormes, mais il en va de même pour les avantages sociaux et économiques liés à la création d'une vie meilleure pour tous grâce à l'amélioration de l'accès à la mobilité, la réduction des encombrements et de la pollution de l'air dans les villes, et la création de millions de nouveaux emplois décents.

Les interventions dans les transports publics figuraient dans une trentaine de contributions déterminées au niveau national (NDC), soumises préalablement à la COP21 à Paris. Étant donné l'urgence nécessaire d'éviter une catastrophe climatique, le niveau de détail de ces engagements est tout à fait inadéquat. De plus, les transports publics ne se développent pas assez rapidement pour répondre aux besoins des villes compte tenu de l'urbanisation croissante. La majorité des services de transports publics des pays en développement restent informels ; dans certaines villes, les services informels représentent 85 % de la totalité de ces services, un pourcentage sidérant. Par conséquent, des millions de personnes sont toujours dans l'impossibilité d'accéder de manière satisfaisante aux biens et services nécessaires pour une qualité de vie décente – une situation qui touche les femmes de façon disproportionnée.

Organiser et faire campagne pour la création de millions de nouveaux emplois décents

Spécifiquement, les investissements dans des transports publics de haute qualité créeront des millions d'emplois directs tout en réduisant les émissions. Un rapport intitulé *Global Climate Jobs* a conclu que la plupart de ces emplois permettront d'étendre et d'améliorer les réseaux de transports publics dans les pays pauvres et à revenu intermédiaire¹. Toutefois, ces pays ne seront pas les seuls à en tirer bénéfice. Selon une étude sur les emplois climatiques réalisée par le Workers' Institute de Cornell University, « une récente étude conduite par le Transportation Equity Network a constaté que si 20 régions métropolitaines des États-Unis transféraient 50 % de leurs fonds pour les infrastructures routières vers les transports en commun, 1 123 674 nouveaux emplois seraient ainsi générés sur cinq ans dans les transports collectifs. À New York, ce transfert créerait 155 824 nouveaux emplois dans les transports collectifs. En outre, par rapport à d'autres secteurs d'activité, il y a 40 % de chances supplémentaires que les emplois créés grâce aux investissements dans les transports en commun soient syndiqués. Les investissements dans les transports publics sont donc un excellent moyen de créer des emplois de qualité et de stimuler le développement économique de l'État ».²

Les investissements dans les infrastructures et services de transports publics ont un impact direct sur la création d'emplois dans la chaîne d'approvisionnement. Selon l'Union internationale des transports publics (UITP), chaque emploi direct dans les transports publics en Europe en crée 4 autres dans d'autres secteurs de l'économie.³

Un développement massif des transports publics offre une occasion cruciale de promouvoir l'égalité entre les sexes en créant des emplois décents qui attireront les femmes et qu'elles voudront conserver, et remet en cause la ségrégation

¹ *Global Climate Jobs*, Campagne Global Climate Jobs, septembre 2015

² *Reversing inequality, combating climate change: A climate jobs programme for New York State*, juin 2017, Workers' Institute, Cornell University

³ *Public transport: The smart green solution*

professionnelle dans le secteur, qui pourrait s'aggraver avec l'automatisation. En tant que mouvement syndical international, nous intervenons auprès des gouvernements et des employeurs pour qu'ils concrétisent les Objectifs de développement durable (ODD) 5, 8 et 11 et fassent en sorte d'accroître le nombre de femmes employées, formées, payées équitablement et bénéficiant de conditions de travail décentes.

À l'heure actuelle, des millions de travailleurs sont employés dans les transports publics. Les syndicats représentent leurs intérêts collectifs et nous continuerons à faire campagne en faveur du travail décent en nous basant sur les droits de créer des syndicats et de s'y affilier, de mener des négociations collectives et de faire grève. Concernant les travailleurs informels, nous prendrons les dispositions nécessaires pour que la Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle soit mise en œuvre.

Agir pour une transition juste

L'amélioration et le développement massifs des transports publics constituent la seule réelle alternative aux voitures particulières. Un transfert modal à grande échelle doit se produire pour réduire les émissions issues des transports, prévenir une catastrophe climatique et répondre aux engagements de l'Accord de Paris.

Dans les villes, les communautés et les lieux de travail à travers le monde, le mouvement syndical international va mobiliser et forger des alliances en vue d'une transition juste intégrant les éléments suivants :

- Engagements ambitieux dans les transports publics de la part des gouvernements nationaux, notamment l'affectation de ressources publiques suffisantes aux investissements dans des systèmes de transports publics modernes de haute qualité et au développement de tels systèmes.
- Propriété publique démocratique pour garantir que tout le monde puisse profiter des avantages économiques, sociaux, environnementaux et en matière d'emploi offerts par les transports publics.
- Participation démocratique des syndicats et des organisations communautaires au processus décisionnel concernant l'élaboration des politiques et la planification en matière de transports publics, y compris le travail décent avec des droits en matière d'emploi et d'organisation pour les hommes et les femmes travaillant dans les secteurs formels et informels des transports.
- Intégration des travailleurs des transports informels, avec garantie d'accès au financement et au développement des compétences, ainsi qu'à un salaire et à la sécurité sociale.

Pour des compléments d'information sur le programme Nos transports publics de l'ITF, le changement climatique et les emplois climatiques, veuillez contacter Alana Dave : dave_alana@itf.org.uk.